

Commission des Finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire

Mercredi 15 avril 2015 – Extrait du Compte rendu n° 76

La Commission entend M. Michel Sapin, ministre des Finances et des comptes publics et M. Christian Eckert, secrétaire d'État au Budget, sur le programme de stabilité pour les années 2015 à 2018.

...

M. Pierre-Alain Muet. Le redémarrage de l'économie française, et européenne, se produit aujourd'hui après deux ans et demi d'une récession due aux politiques d'austérité : c'est la conséquence du fait qu'aujourd'hui, les politiques budgétaires de la zone euro sont globalement neutres, à quoi il faut ajouter une politique monétaire fortement expansionniste et la baisse du prix du pétrole. De façon assez traditionnelle, c'est la consommation qui repart en premier, parce que le pouvoir d'achat s'améliore ; l'investissement repartira également.

Sur ce dernier point, les documents que vous nous avez distribués montrent l'amélioration du taux de marge. C'est une condition nécessaire pour que l'investissement reprenne, mais pas suffisante : pour investir, il faut de la demande, et il faut aussi que les conditions financières le permettent. La meilleure façon d'avoir une reprise forte, c'est de mener une politique en direction des entreprises qui valorise fortement l'investissement : les allègements doivent stimuler directement l'investissement des entreprises – ce qui est le cas aujourd'hui avec le dispositif d'amortissement accéléré qui vient d'être annoncé, mais de façon relativement faible.

La reprise de l'investissement est, et de loin, la meilleure façon d'obtenir la croissance la plus forte possible : elle stimule immédiatement la demande, et à plus long terme accroît l'offre. C'est la seule grandeur économique qui ait ces deux effets. Si le Gouvernement agissait encore plus massivement selon la logique esquissée lors du dernier Conseil des ministres, si certains dispositifs déjà prévus – je pense à la réforme de la contribution sociale de solidarité des sociétés – C3S – étaient utilisés plus efficacement pour conforter la reprise de l'investissement, nous pourrions, je pense, retrouver une croissance forte et réduire beaucoup plus rapidement l'écart entre production potentielle et production effective. Dans une reprise normale, les taux de croissance devraient être très supérieurs à la croissance potentielle. Il est donc aujourd'hui possible, je crois, de mener une politique qui permette une croissance forte.

Je terminerai en exprimant une légère inquiétude : l'inflation négative permet de redonner du pouvoir d'achat, ce qui est positif ; mais on peut aussi craindre une déflation du prix des actifs. Quelle est la position du Gouvernement ? Nous sommes passés très vite d'une vision très négative de la déflation à une vision positive. Quel équilibre trouver ?